



Les organisations syndicales de la DGFIP et les députés, sénateurs, élus locaux signataires alertent les citoyens et pouvoirs politiques sur la réalité et les conséquences des réformes mises en place à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et notamment du Nouveau Réseau de Proximité.

Si ces réformes ne sont pas stoppées, d'ici 2024, l'ensemble du réseau territorial et des implantations de la DGFIP sera réorganisé en faisant fi des besoins de la population, des usagers, des élus et de l'aménagement du territoire. Cette réorganisation comprend la suppression de plus d'un millier d'implantations territoriales et de plusieurs milliers d'emplois. Elle s'inscrit dans la vision d'un service public dématérialisé au-delà du raisonnable, portée par une politique visant à assécher la demande en supprimant l'offre de service.

Pour convaincre du bien fondé de cette réorganisation, le gouvernement axe la promotion de son projet sur les « points de contacts » qu'il entend mettre en place au travers des « espaces France services » (EFS) et de formes d'accueil itinérants. Cette communication est trompeuse : elle mélange l'évolution du réseau propre de la DGFIP et celle de structures légères, généralistes, à la pérennité très incertaine et à la charge des collectivités et non plus de l'Etat.

Loin d'être des services de la DGFIP ces « points de contacts » seraient constitués de seulement deux personnes au statut non précisé (contractuels, fonctionnaires territoriaux...) censées assurer un accueil de premier niveau pour nombres d'administrations et opérateurs très divers (CAF, CNAV, CNAM, Pôle emploi, la Poste, certains accès de services des ministères du Travail, de l'Intérieur ou de la Justice, etc.).

En réalité, l'objectif est bien la fermeture des guichets physiques de ces services et organismes publics au profit du tout numérique regroupé dans un compte unique dématérialisé le compte citoyen.

Ce projet dont le NRP n'est qu'un avatar priverait l'ensemble des populations d'un accès personnalisé et d'un accompagnement technique indispensable aux personnes en fragilités numériques ou sociales (26% de la population) tout particulièrement les personnes âgées ou en situation de handicap.

Nous l'affirmons, cette réorganisation serait un repli territorial inédit de la DGFIP, dernier service public administratif d'État encore largement présent sur le territoire.

Outre la réorganisation du réseau, les missions de la DGFIP sont elles aussi impactées par des réformes pouvant aller jusqu'à des externalisations de mission comme celle de l'encaissement de l'impôt. Le statut des fonctionnaires de la DGFIP est menacé alors qu'il est pourtant le garant de la neutralité, de l'impartialité et de l'indépendance des agents à l'égard du pouvoir politique ainsi que de la continuité du service public et du respect de la confidentialité des informations individuelle et stratégiques détenues par la DGFIP. C'est en effet ce statut qui en fait la garantie de l'égalité de traitement de tous les citoyens et un rempart contre la corruption. Ces garanties prennent donc tout leur sens s'agissant de la gestion des finances publiques.

Or, la DGFIP, par ses missions et ses agents fonctionnaires d'État sous statut, est au cœur du rôle de l'État. Parmi ses missions les plus importantes, elle assure à la fois la tenue de la comptabilité publique des collectivités et établissements publics locaux et celle de la comptabilité générale de l'État. Elle a en charge

l'encaissement des recettes, le contrôle des dépenses, la paie des fonctionnaires mais aussi l'établissement des plans cadastraux et l'assiette des impôts. Elle assure également le contrôle fiscal garant de l'égalité de tous devant l'impôt, de la sécurité des recettes fiscales, ainsi que de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Elle a pris en charge, depuis le début de la crise sanitaire, la gestion du Fonds national de solidarité.

Malheureusement, les réformes actuelles et passées entraînent un affaiblissement toujours plus grave de la DGFIP. Le démantèlement de son réseau et la privatisation ou l'externalisation de ses missions dans un contexte de suppressions massives d'emplois depuis 20 ans et de remise en cause du statut de ses fonctionnaires, conduiront à un recul sans précédent des capacités de l'État à assurer sa sécurité comptable, foncière et fiscale et à apporter aux usagers le service qu'ils sont en droit d'attendre.

Alors que la crise sanitaire a démontré la nécessité de services publics performants partout sur le territoire, que le consentement à l'impôt connaît des difficultés, que la population et les entreprises n'ont jamais eu autant besoin du soutien de l'État, les conséquences de ces réformes seront dramatiques à la sortie de la crise sanitaire. Elles pourraient même être aussi catastrophiques lors d'une éventuelle prochaine crise sanitaire, financière ou encore démocratique.

Les organisations syndicales et les élus signataires demandent que ces réformes soient stoppées à la DGFIP. Des débats publics sous formes d'assises départementales et nationale des finances publiques seront organisés partout sur le territoire dans les mois à venir.

NOMS	Elu.e.s	Groupe politique
Cathy Apourceau	Sénatrice du Nord	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
Cécile Cukierman	Sénatrice de la Loire	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
Céline Brulin	Sénatrice de Seine Maritime	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
Eliane Essassi	Sénatrice Seine Saint Denis	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
Eric Bocquet	Sénateur du Nord	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
Fabien Gay	Sénateur Seine Saint Denis	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
Gérard Lahellec	Sénateur Côtes d'Armor	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
Laurence Cohen	Sénatrice Val de Marne	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
Marie Claude Varailles	Sénatrice Dordogne	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
Marie-Noëlle Lienemann	Sénatrice de Paris	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
Michelle Gréaume	Sénatrice du Nord	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
Pascal Savoldelli	Sénateur Val de Marne	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
Pierre Laurent	Sénateur de Paris	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
André Chassaigne	Député Puy de Dôme	Groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine
Marie George Buffet	Députée Seine Saint Denis	Groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine
Raymonde Poncet	Sénatrice du Rhône	Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires
Sophie Taillé Polian	Sénatrice du Val de Marne	Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires
Annie Le Houerou	Sénatrice Côtes d'Armor	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Christian Redon-Sarrazy	Sénateur Haute Vienne	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Corinne Feret	Sénatrice Calvados	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Didier Marie	Sénateur Seine Maritime	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Eric Kerrouche	Sénateur des Landes	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Florence Blatrix Contat	Sénatrice de l'Ain	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Frédérique Espagnac	Sénatrice Pyrénées Atlantiques	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Gilbert Luc Devinaz	Sénateur du Rhône	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Gisèle Jourda	Sénatrice de l'Aude	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Hussein Bourgi	Sénateur Hérault	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Isabelle Briquet	Sénatrice Haute Vienne	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Jacques Bernard Magner	Sénateur Puy de Dôme	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Jean Claude Tissot	Sénateur Loire	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Jean Jacques Lozach	Sénateur de la Creuse	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Jean Jacques Michau	Sénateur Ariège	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Jean Marc Todeschini	Sénateur de la Moselle	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain

NOMS	Elu.e.s	Groupe politique
Joel Bigot	Sénateur Maine et Loire	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Laurence Harribey	Sénatrice de la Gironde	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Lucien Stanzione	Sénateur Vaucluse	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Marie Arlette Carlotti	Sénatrice Bouches du Rhône	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Marie Pierre Monier	Sénatrice de la Drôme	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Martine Filleul	Sénatrice Nord	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Michelle Meunier	Sénatrice Loire Atlantique	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Monique Lubin	Sénatrice Landes	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Nicole Bonnefoy	Sénatrice Charente	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Patrice Joly	Sénateur de la Nièvre	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Patrick Kanner	Sénateur Nord	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Rachid Temal	Sénateur Val d'Oise	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Rémi Cardon	Sénateur de la Somme	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Rémi Féraud	Sénateur Paris	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Serge Merillou	Sénateur de Dordogne	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Thierry Cozic	Sénateur Sarthe	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Vincent Eble	Sénateur Seine et Marne	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Yannick Vaugrenard	Sénateur de Loire Atlantique	Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain
Adrien Quatennens	Députée du Nord	La France Insoumise
Bénédicte Taurine	Députée Ariège	La France Insoumise
Daniele Obono	Députée de Paris	La France Insoumise
Eric Coquerel	Député 1ere Seine Saint Denis	La France Insoumise
Mathilde Panot	Sénatrice Val de Marne	La France Insoumise
Ugo Bernalicis	Député du Nord	La France Insoumise
Julien Aubert	Député du Vaucluse	Les Républicains
François-Michel Lambert	Député Bouches du Rhône	Libertés et Territoires
Emilie Cariou	Députée de la Meuse	Non inscrits
José Evrard	Député du Pas de Calais	Non inscrits
Alain Bruneel	Député du Nord	Parti communiste français
Fabien Roussel	Député du Nord	Parti communiste français
Hubert Wulfranc	Député de Seine Maritime	Parti communiste français
Jean Paul Dufregne	Député 1ère Allier	Parti communiste français
Pierre Dharéville	Députée 13ème Bouches du Rhône	Parti communiste français
Sébastien Jumel	Député de Seine Maritime	Parti communiste français

NOMS	Elu.e.s	Groupe politique
Stéphane Peu	Député Seine saint Denis	Parti communiste français
Sylvia Pinel	Députée Tarn et Garonne	Parti radical de gauche
Chantal Jourdan	Députée de l'Orne	Parti socialiste
David Habib	Député Pyrénées Atlantiques	Parti socialiste
Jérôme Lambert	Député Charente	Parti socialiste
Laurence Dumont	Députée du Calvados	Parti socialiste
Sylvie Tolmont	Députée 4ème Sarthe	Parti socialiste
Régis Juanico	Député Loire	Parti socialiste et apparentés
Jennifer de Temmerman	Députée 15ème Nord	Régions et peuples solidaires
Sébastien Nadot	Député de Haute Garonne	Régions et peuples solidaires
Bertrand Pancher	Députée de la Meuse	Union des démocrates, radicaux et libéraux
Benjamin Vandekerckove	Conseiller municipal de Seclin	

Avec le soutien de Laurence Rossignol , sénatrice de l'Oise, membre du Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain